Elections législatives du 14 Juin 1981

Candidat



André GRUDET

42 ans

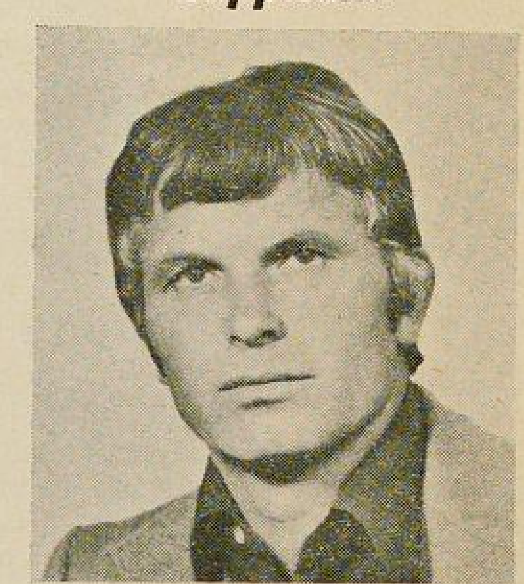
Professeur
au lycée de L'Aigle

**Conseiller municipal
de L'Aigle**

Marié - 4 enfants

PARTI SOCIALISTE

Suppléant



J.-Cl. NOGUES

42 ans

Agriculteur

Conseiller municipal
de Résenlieu

Marié - 3 enfants

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 10 mai dernier, une majorité de Français a porté François Mitterrand à la Présidence de la République afin qu'il réalise les réformes profondes dont a besoin notre pays. Il s'agit aujourd'hui, par les élections législatives des 14 et 21 juin, de fournir à celui-ci **la majorité parlementaire qui lui donnera les moyens de sa politique.**

C'est pourquoi, candidat du Parti Socialiste, je me présente à vos suffrages avec mon suppléant Jean-Claude NOGUES pour donner, dans une époque difficile, **un pouvoir cohérent** à la France.

I. - Le lourd héritage du pouvoir giscardien

Le bilan de la politique de Giscard d'Estaing, fidèlement soutenu par M. Geng — jusqu'au jour de sa défaite — est le suivant :

NOTRE PAYS S'EST INSTALLÉ DANS LE CHOMAGE (1 700 000 chômeurs)

Dans notre circonscription, celui-ci se situe au-dessus de la moyenne nationale et les agences de Mortagne et de L'Aigle ont enregistré 40 % d'augmentation de chômage cette dernière année (triste record de Basse-Normandie).

Cette situation est le fruit d'un libéralisme sans frein qui casse l'outil de travail là où il est viable par la recherche d'un profit maximum. Le chômage est également un moyen efficace de faire pression sur les salaires.

L'outil de travail est cassé par les entreprises multinationales qui cherchent d'abord à spéculer et à investir à l'étranger (dans notre région : SFAMAT, Tréfilcâbles Pirelli, Etri, S.N.C.O., etc.).

Sont victimes de cette situation :

— Les entreprises, petites et moyennes, qui subissent la loi de la sous-traitance;

— Les entreprises individuelles (artisanat, commerce) placées financièrement en position de faiblesse, alors que leur existence correspond à un besoin essentiel;

— L'agriculture où s'est installé le découragement d'agriculteurs, est devenue un rouage de la grande machine industrielle. S'installer pour les jeunes, investir pour ceux qui sont en place, c'est se condamner toute sa vie à vivre mal. Par ailleurs, la spéculation foncière aboutit au démantèlement d'exploitations viables.

AGGRAVATION DE L'INJUSTICE SOCIALE

— L'injustice, c'est d'abord le chômage, le tassement par le bas des salaires;

— C'est aussi le revenu de beaucoup d'agriculteurs, commerçants et artisans en baisse constante;

— C'est la vie difficile des retraités et des familles.

Un rapport officiel de 1977 indique que la France est le pays le plus inégalitaire d'Europe.

La fiscalité giscardienne a aggravé l'injustice.

II. - La relance économique

L'injustice sociale, choquante en elle-même, a également des conséquences néfastes pour l'économie; les revenus insuffisants des uns empêchent les achats nécessaires et sont donc source de chômage, alors que les revenus excessifs des autres alimentent l'inflation.

Il faut savoir que les pays les plus égalitaires d'Europe de l'Ouest sont aussi ceux qui connaissent le moins l'inflation et le chômage (Allemagne de l'Ouest, Autriche, Suède).

Le libéralisme sans frein nous a conduits là où nous sommes. Ce sont les mesures préconisées par le Parti Socialiste qui permettront à la fois la relance économique et une société plus égalitaire.

Le Parti Socialiste propose une nouvelle croissance :

— Par la relance de l'investissement productif

L'extension du secteur public (nationalisations) à dix entreprises en position de monopole, doit nous donner la maitrise de l'économie au lieu de nous abandonner au pouvoir des grands groupes industriels. L'importance du secteur nationalisé sera comparable à celui de l'Autriche qui n'est pas un pays collectiviste.

Grâce à l'investissement public et privé, au lancement d'un emprunt, notre économie sera stimulée et gagnera en compétitivité. Nous aurons à reconquérir progressivement une partie de notre marché intérieur. A quoi bon exporter si dans le même temps nous devons importer d'innombrables produits que nous pouvons fabriquer ?

— Par la relance de la consommation populaire

Dans ce domaine, justice sociale et économie sont étroitement liées : les revenus supplémentaires (par augmentation des bas salaires, des prestations familiales, du minimum vieillesse, des ressources pour handicapés) réanimeront notre économie.

— Par des équipements collectifs

— Par une politique agricole

Qui assure un revenu correct aux agriculteurs, permette l'installation des jeunes, le maintien de l'exploitation familiale, le maintien de l'outil de travail.

Le Parti Socialiste est le seul à proposer un **programme global et cohérent** en matière de prix agricoles, de foncier, de retraite. L'agriculture doit redevenir attractive dans l'intérêt des agriculteurs, eux-mêmes, dans l'intérêt de notre pays, pour la vie de l'espace rural.

— En donnant aux artisans et commerçants

les moyens de faire leur métier, une réforme de la taxe professionnelle pour ne pas pénaliser la main-d'œuvre et l'investissement, le rétablissement d'une concurrence loyale et l'aide à l'installation de jeunes commerçants et artisans et en assurant leur protection sociale (statut du conjoint — salaire fiscal — assimilation progressive au régime général de Sécurité Sociale).

La croissance économique doit être sélective dans le cadre d'une planification (il faut produire selon les besoins et non selon les profits); elle doit être économe d'énergie et faire appel à des sources d'énergie diversifiées.

Cette relance a pour but le plein emploi : d'autres mesures vont dans le même sens : réduction progressive de la semaine de travail à 35 heures (négociée par secteur), l'abaissement de l'âge de la retraite, la cinquième semaine de congés payés.

III. - La revitalisation de notre région

La relance économique que nous proposons peut être une chance pour notre région. Elle ne sera efficace que par une décentralisation administrative et financière qui rendra le pouvoir et l'initiative aux collectivités locales (communes, Conseil Général, Conseil Régional).

Pour notre région, il faut :

— Promouvoir les pôles naturels d'animation que sont Mortagne et L'Aigle ;

— Désenclaver notre secteur, en particulier, en améliorant l'infra-structure routière nord-sud ;

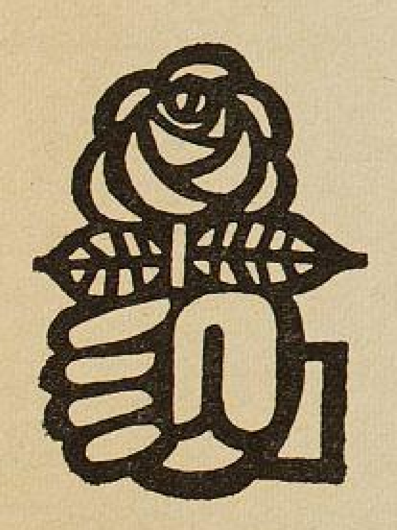
— Aider dans le cadre d'un véritable aménagement de territoire, les entreprises existantes et faciliter l'installation de nouvelles ;

— Favoriser l'installation de jeunes agriculteurs et commerçants ;

— Chercher dans un tourisme familial et social soucieux de l'environnement, un complément de ressources ;

— Développer la vie culturelle et scolaire (Lycée de Mortagne), les services publics, éléments indispensables si nous voulons retenir et amener une population suffisante ;

— Encourager partout où elles se manifestent, les volontés et les compétences.



Plus de liberté, plus d'égalité, plus de responsabilité dans une économie revivifiée, voilà ce que nous vous proposons.

Nous le réaliserons avec vous, pour tous !

A. GRUDET - J.-Cl. NOGUES

IMP. GANGUY - MORTAGNE